

La Presse ÉCONOMIE

SUPPLÉMENT HEBDOMADAIRE DU MERCREDI 12 JANVIER 2022

■ PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL : NABIL GARGABOU — DIRECTEUR DE LA RÉDACTION DES PUBLICATIONS : CHOKRI BEN NESSIR

► TRIBUNE

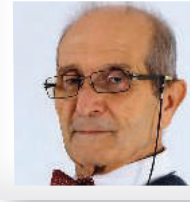


HAKIM BEN HAMMOUDA
(ANCIEN MINISTRE
DES FINANCES)

**D'AUTRES RÉPONSES
À LA RELANCE ET
AUX RÉFORMES
ÉCONOMIQUES SONT
POSSIBLES !**

Page 2

► ANALYSE



PAR DR TAHAR
EL ALMI
ÉCONOMISTE-
UNIVERSITAIRE
PROFESSEUR
ASSOCIÉ À L'IHET

**LE REDRESSEMENT :
LE MIRACLE JAPONAIS...**

Page 4

► BILLET

DES CHOIX DIFFICILES

Par Najoua HIZAOU

Si le gouvernement devrait avoir une priorité, ce sera l'énorme spirale d'endettement dans laquelle s'enfoncent le pays depuis des années. En Tunisie, l'endettement, qui est censé servir l'investissement, est devenu une pratique structurelle pour couvrir les dépenses de gestion. Il faut préciser que l'endettement excessif peut mettre en péril la souveraineté d'un Etat. Eu égard à la réalité des comptes de notre pays et au cumul qui n'a fait qu'accentuer le stock de la dette publique, les opérateurs économiques en donnent une résonance d'autant plus lugubre : la Tunisie est en train de se diriger vers un défaut de paiement et est arrivée à ne plus être en mesure de rembourser ses créanciers, et ce, en dépit des multiples plans de sauvetage proposés par les institutions financières internationales. Pour la loi des finances (LF) pour l'exercice 2022, l'Etat a besoin de 20 milliards de dinars pour atteindre l'équilibre budgétaire. Et à cet égard, le gouvernement compte emprunter, au cours de cette année, pour rembourser ses dettes et débloquer la situation. En sollicitant le FMI dans sa démarche de sortie de crise, le ministère des Finances a préparé un document élaboré par plus de 80 experts tunisiens contenant un programme de réformes économiques dans plusieurs secteurs qui sera négocié avec cette institution financière. Un programme structuré autour de la politique budgétaire (masse salariale, subventions, fiscalité, entreprises publiques, politique financière, paiements, solidité et inclusion financière), la politique monétaire et les réformes structurelles (climat des affaires, lutte contre la corruption, transition écologique...).

L'accord en question, selon la ministre des Finances, ne couvrira pas l'ensemble de cette somme, mais encouragera les partenaires de la Tunisie à s'engager dans des négociations bilatérales tout en restant attentive aux recommandations et aux orientations.

Selon la note, sans ces réformes, le déficit budgétaire atteindra 15,5 milliards de dinars en 2022, contre 10,4 milliards de dinars en 2021, soit 11,2% du PIB. Les dépenses de financement seront, également, portées à 28,2 milliards de dinars contre 21 milliards de dinars en 2021.

Une loi de finances ne peut être la solution à tous les problèmes et le projet de Budget 2022 tente de résoudre une équation difficile dont les variables sont les équilibres macroéconomiques, la relance économique et les réformes sociales.

La Tunisie, qui vit à un rythme décalé depuis des années, doit faire ses choix et traverser cette zone de turbulence pour éviter un naufrage économique aux conséquences irréversibles. Malgré les facteurs exogènes et endogènes perturbants, ses expériences précédentes peuvent l'orienter dans la réussite de cette transition.

**"ET L'ÉCONOMIE! OÙ VA-T-ON?"-
LES CONDITIONS D'UNE RELANCE
ÉCONOMIQUE**

Page 3

► L'ENTREPRISE AUTREMENT

**UNE MISE AU POINT
GÉNÉRALE S'IMPOSE(III)**

Page 4

► LE COIN BOURSE

**SYNTHÈSE HEBDOMADAIRE
AU VENDREDI 7 JANVIER 2022**

Page 4

CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU-DELÀ DE LA STABILISATION, LA RELANCE



L'économie nationale tourne toujours au ralenti, contraignant certains secteurs à l'arrêt partiel ou total et mettant à nu les fragilités du tissu productif.

Page 2

بيكم نقعدو أحسن
Service client

ooredoo
عيش الإنترنت



2020

2021

2022



Opérateur de téléphonie mobile et fixe
Fournisseur de service internet (FSI)

CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

AU-DELÀ DE LA STABILISATION, LA RELANCE

L'économie nationale tourne toujours au ralenti, contraignant certains secteurs à l'arrêt partiel ou total et mettant à nu les fragilités du tissu productif. Aujourd'hui, il est difficile pour les opérateurs de faire du business et de se projeter dans un environnement où les choix gouvernementaux sont dictés par les institutions financières internationales, d'une part, et l'évolution du virus et de ses variants, d'autre part, qui semblent prendre en otage l'économie, ce qui impose d'apprécier les prévisions avec beaucoup de réserves.

Le gouvernement actuel, à l'instar de ceux des années précédentes, semble tétanisé par l'ampleur des crises à gérer. La situation économique et financière en 2022 sera sans surprise. Elle confirme et prolonge les prévisions de détérioration de ses fondamentaux (PIB, déficit budgétaire, solde courant, dette publique...) de la décennie écoulée. L'économie nationale peut-elle résister dans la durée à tous ces nœuds qui l'empêchent de s'oxygéner ? L'Etat pourra-t-il continuer à passer à la caisse internationale pour empêcher une hécatombe économique ? Pas sûr. Il erre désormais sans direction, incapable de prendre les décisions idoines de réformes

moyens et sans cohérence d'ensemble.

FLOU CONJONCTUREL

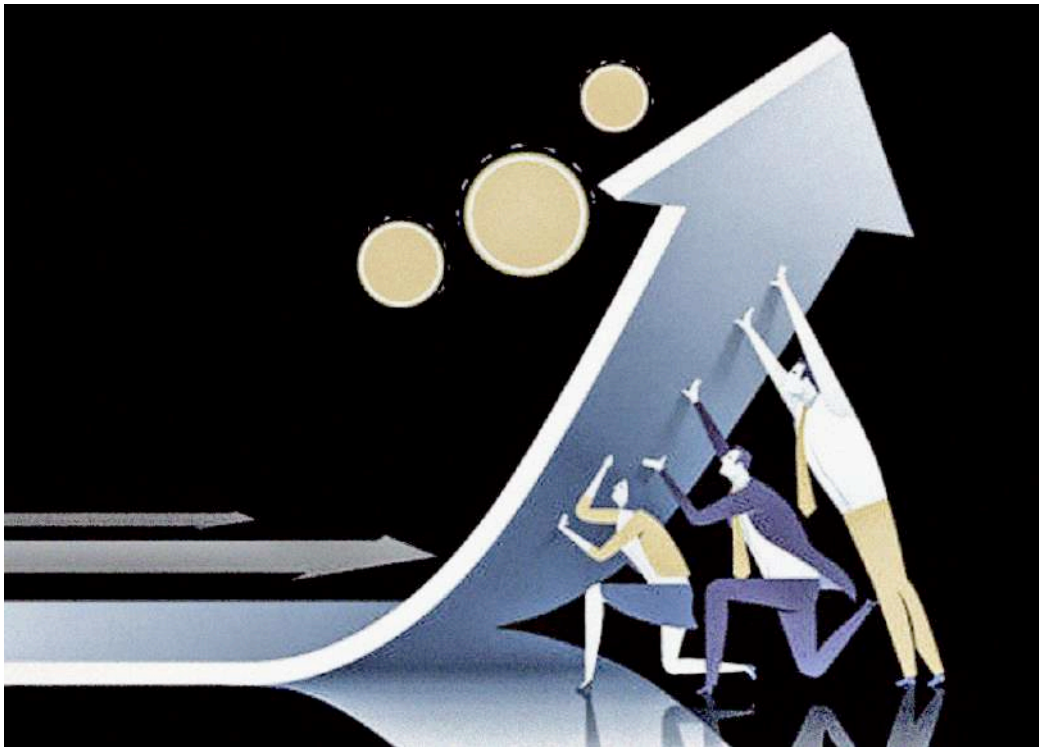
La soudaine résurgence du virus à travers le variant Omicron tempère les espoirs de net rebond de l'économie en 2022. L'incertitude que fait planer le virus sur les chaînes logistiques et le risque d'une accentuation des tensions inflationnistes font craindre le pire. L'arrivée imprévue de ce variant semble déjouer les forecasts de croissance pour 2022. Pour dissiper le brouillard conjoncturel, la Tunisie réussira-t-elle à relancer son économie en 2022 ? Une économie impactée par deux années de crise sanitaire, comme l'ont été toutes les économies du monde, certes, mais le pays, qui a su limiter les dégâts causés par la pandémie, n'avait pas pu faire de 2021 la rampe de lancement de tous ses projets.

Il est clair que le planning de tous les chantiers des grandes réformes structurelles dépasse largement le cadre d'une seule année. Mais 2022 a une grosse part à y remplir. Non seulement parce que c'est en 2022 que tous les chantiers doivent impérativement démarrer, mais en plus, c'est sur cette année que compte le pays pour sortir du marasme et s'atteler, une bonne fois pour toutes, à la relance de l'économie et au retour à la normale de tous les secteurs sinistrés, voire totalement paralysés, par cette crise.

LES ENTREPRISES SOUS PERFUSION

Plus le coma économique est long, plus on assistera à de nouvelles crises, plus le travail sera douloureux. La Tunisie en est là aujourd'hui : on n'est toujours pas sorti du coma économique. Les entreprises publiques, les PME et les TPME, en l'occurrence, suffoquent et vivent sous perfusion, avec à la clé le risque de voir des centaines d'emplois partir en fumée.

Certains opérateurs économiques estimaient d'ailleurs à mille le nombre des PME qui devaient mettre la clé sous la porte. Dès lors, la priorité est la survie de ces entreprises dont les équilibres financiers sont



aggravés par les impayés.

D'un autre côté, la Tunisie est contrainte aujourd'hui d'assurer les échéances de la dette et de ses charges, conséquence de choix de financements basés par le passé, d'une part, sur le recours à l'emprunt extérieur au détriment du développement et du renforcement de l'investissement et la création de richesse et, d'autre part, sur le contrôle de la sphère monétaire et financière. En effet, depuis des années, le pays a conçu des programmes de réformes, de stabilisation et d'ajustement économiques et monétaires, dictés par le FMI et la BM, dans le but d'agir sur les déséquilibres dont souffrait l'économie du pays, dont l'exécution n'a pas encore vu le jour.

Les défis socioéconomiques sont innombrables et le gouvernement doit agir sans répit en enclenchant les réformes sans

tarder : modernisation de l'appareil administratif, numérisation, inclusion économique et sociale, diversification des partenariats internationaux, réactivation de l'appareil productif, faire face à la hausse de l'endettement, au creusement des déficits courants et à la faiblesse de plusieurs fondamentaux de l'économie nationale...

DÉS MESURES DE SOUTIEN

DANS LA LF2022

Fatma Marrakchi Charfi, universitaire, avait précisé que les craintes se résument en trois axes : celles de voir le potentiel de croissance diminuer, de ne pas réussir à dégager un espace budgétaire suffisant pour concrétiser les différents programmes à mettre en œuvre par l'Etat et de ne pas réussir à redynamiser l'investissement privé, otage d'un climat des affaires morose et de

Depuis des années, le pays a conçu des programmes de réformes, de stabilisation et d'ajustement économiques et monétaires, dictés par le FMI et la BM, dans le but d'agir sur les déséquilibres dont souffrait l'économie du pays, dont l'exécution n'a pas encore vu le jour.

problématiques structurelles (autorisation bloquant les investissements, systèmes de rente ne laissant pas de place à la concurrence). « Au-delà de la problématique de la stabilisation macroéconomique, il y a une réelle nécessité de relance, cette dernière ne doit pas compter uniquement sur le moteur des finances publiques, mais surtout sur ceux de l'investissement et de l'exportation ». Dans le même contexte, Nouredine Hajji, directeur général d'EY Tunisie, souligne que la LF 2022 ne comporte pas des mesures favorisant la relance à proprement parler, mais quelques mesures de soutien aux entreprises exportatrices et celles exerçant dans le secteur du tourisme et de l'artisanat. La relance de l'économie reste désormais tributaire de la stabilisation du système politique, de l'urgence de rétablir le fonctionnement normal des secteurs stratégiques (phosphate, agriculture). Il s'agit également d'atteindre un niveau de production respectable et de donner une bouffée d'oxygène aux finances publiques et d'espoir pour les négociations avec les bailleurs de fonds.

Najoua HIZAOUI

Pour dissiper le brouillard conjoncturel, la Tunisie réussira-t-elle à relancer son économie en 2022 ? Une économie impactée par deux années de crise sanitaire, comme l'ont été toutes les économies du monde, certes, mais le pays, qui a su limiter les dégâts causés par la pandémie, n'avait pas pu faire de 2021 la rampe de lancement de tous ses projets.

ni de développer des actions coordonnées des différentes institutions qui pourraient donner le sentiment qu'il a un plan et une stratégie de relance économique claire. Beaucoup d'actions sont annoncées sans

► TRIBUNE

D'AUTRES RÉPONSES À LA RELANCE ET AUX RÉFORMES ÉCONOMIQUES SONT POSSIBLES !

Par Hakim BEN HAMMOUDA (ancien ministre des Finances)

Nul doute qu'aujourd'hui notre pays traverse la crise économique et financière la plus grave de son histoire. Et en dépit de l'ampleur et de l'intensité de cette crise, toutes les politiques publiques et économiques mises en œuvre au cours des dernières années n'ont pas réussi à y remédier. Cet échec a eu des effets sur la situation générale, et l'état de notre économie est devenu le grand sujet de préoccupation et d'inquiétude pour l'opinion publique selon les derniers sondages avec un recul de l'optimisme sur l'avenir au cours des derniers mois. La question qui se pose aujourd'hui avec la plus grande acuité concerne les raisons profondes de cette faillite et de cet échec dans le sauvetage de l'économie et dans la mise en place des mesures nécessaires pour protéger l'économie de la faillite et arrêter sa dérive. Le questionnement concerne également les grandes réformes et notre incapacité de les mettre en place en dépit de l'engagement de tous les gouvernements pour en faire une priorité et de répondre à nos engagements avec les grandes institutions internationales et particulièrement avec le FMI.

Ainsi, c'est l'échec qui domine les grands choix de nos politiques économiques pour faire face aux trois grandes crises structurelles que nous traversons depuis deux décennies. La première crise est d'origine structurelle et concerne l'essoufflement du modèle de développement mis en place à partir du début des années 1970. La deuxième est de nature macroéconomique et cible la dérive de nos grands équilibres financiers post-révolution suite à une augmentation rapide des dépenses de l'Etat et de la demande sans que les recettes et l'offre suivent la même courbe ascendante, ce qui a entraîné un élargissement des déficits publics et de celui de la balance des paiements. La troisième crise est d'ordre conjoncturel et concerne l'impact de la pandémie du covid-19 sur notre économie, dont l'ampleur a été renforcée par les retards enregistrés par notre pays dans son traitement.

Nos choix économiques et nos politiques publiques n'ont pas été en mesure d'arrêter cette dérive et d'ouvrir de nouvelles perspectives au processus de transition économique. La crise politique n'a fait que renforcer l'ampleur et l'intensité de cette crise financière et économique.

La faillite de nos choix économiques nous amène à une question plus importante qui est celle de la crise du discours économique et des analyses en vogue dans notre pays.

Notre hypothèse est que les raisons profondes de la crise des politiques publiques résident dans la domination d'un discours classique et orthodoxe qui résume les crises financières et économiques dans la dérive des grands équilibres macroéconomiques et n'accorde pas l'attention nécessaire aux aspects sociaux et politiques de cette crise. Car l'économie et les politiques économiques restent, comme nous l'avons souligné à maintes reprises, des choix stratégiques qui touchent la profondeur du contrat social et le vivre-ensemble dans les sociétés et sont loin d'être des questions techniques qui cherchent à rétablir les grands équilibres macroé-

conomiques, comme l'assène le discours économique dominant.

DE LA MALADIE INFANTILE DU DÉBAT ÉCONOMIQUE DANS LES DÉMOCRATIES NAISSANTES

Le débat économique est fortement lié aux sociétés et à la nature de leur organisation politique et sociale. Les régimes forts et autoritaires disposent de conditions bien précises qui régissent le débat économique dans la sphère publique. On peut souligner trois grandes caractéristiques du débat public sur ces questions. La première caractéristique est leur caractère technique qui résume ce débat aux grands équilibres financiers. Ces pouvoirs évacuent la dimension politique et stratégique de ces échanges pour les réduire à des options techniques qui sont régies par des principes d'ingénierie financière.

La deuxième caractéristique du débat économique dans les régimes autoritaires concerne son caractère centralisé. Les grandes orientations sont établies par le centre le plus élevé du pouvoir et le rôle des institutions économiques de l'Etat et des corps intermédiaires se limite alors à leur exécution et aucunement à les débattre ou à discuter leurs fondements politiques et leurs implications sociales.

La troisième caractéristique du débat économique dans les sociétés autoritaires concerne le manque de transparence sur les données et les chiffres, ce qui rend le débat économique difficile. Ce manque de transparence a des effets importants sur le débat économique qui perd sa dimension scientifique et les objectifs que les institutions de l'Etat cherchent à atteindre à travers leurs choix de politiques économiques.

Les caractéristiques du débat économique et le processus de formulation des politiques publiques se différencient de manière radicale dans les sociétés démocratiques de celles des régimes autoritaires. Dans ces sociétés, le débat économique ne se réduit pas à sa dimension technique, mais prend sa profondeur stratégique et politique et les choix économiques et les politiques deviennent des outils et des moyens pour mettre en œuvre des choix et des visions adoptés par les citoyens lors des élections. Ainsi, le débat économique prend toute sa dimension citoyenne.

La deuxième caractéristique des débats économiques dans les sociétés démocratiques concerne leur dimension participative dans la mesure où les institutions de l'Etat ouvrent les possibilités d'échange et de discussion à un niveau très large afin de construire les consensus sociaux et politiques qui favoriseront les conditions de réussite de leur mise en œuvre.

La troisième caractéristique du débat est relative à sa grande transparence sur les chiffres et les données. Les instituts statistiques jouent un rôle important à travers la publication des chiffres afin de faciliter la réflexion collective et la formulation des grands choix des politiques publiques et des objectifs chiffrés que nous devons atteindre.

Mais l'impasse que connaissent les sociétés en transition concerne les difficultés d'échapper à l'héritage des

régimes autoritaires, aux conditions et aux pratiques anciennes dans le débat public et la formulation des politiques économiques. Cette difficulté réside dans la domination des pratiques anciennes et dans la difficulté de donner à cette dynamique une nouvelle dimension politique et stratégique et de faire évoluer la participation et la participation nécessaires afin de définir de nouvelles visions et de nouveaux projets capables de donner une nouvelle dynamique au processus de relance et de réforme économique.

DE LA DOMINATION DES VISIONS TRADITIONNELLES ET CONSERVATRICES EN MATIÈRE DE SAUVETAGE ET DE RÉFORME

Le verrouillage du débat économique a contribué à l'hégémonie des visions traditionnelles et classiques en matière de sauvetage économique et de réforme. Cette hégémonie a largement contribué à l'échec de nos politiques économiques et leur incapacité à ouvrir de nouveaux horizons pour notre modèle de croissance et à sauver nos grands équilibres économiques et de manière générale dans la misère du discours économique en Tunisie.

Le débat économique a été marqué dans notre pays au cours des dernières années par l'hégémonie et la domination de deux conceptions ou de deux consensus qui sont à l'origine de l'impuissance de nos politiques publiques. Le premier consensus est l'héritier de l'école conservatrice et traditionnelle qui cherche à prolonger les politiques et les choix du passé et qui donne la plus grande importance aux grands équilibres financiers pour en faire le levier essentiel du sauvetage et de la réforme économique. Les organisations internationales ont contribué dans l'hégémonie de cette vision.

Mais cette vision et les politiques qu'elle préconise ont démontré leurs limites dans plusieurs pays et leur incapacité à relancer la croissance et dans la reconstruction des grands équilibres financiers. Mais, en dépit de ces difficultés et de ces échecs, elle continue à dominer le débat sur les politiques publiques dans un grand nombre de pays dans le monde. Dans notre pays, les choix économiques post-révolution se sont inscrits dans cette vision. Mais, l'échec de ces politiques ne nous a jamais amenés à les critiquer et à les questionner et à réfléchir sur des choix alternatifs plus adaptés pour relever les grands défis de développement de notre pays qui fait de la rencontre des questions financières et des questions sociales sa priorité.

Le second consensus qui a connu un grand développement dans le débat public, au cours des dernières années, est celui de l'altermondialisation et de la critique radicale des choix économiques néo-libéraux et des politiques d'austérité que les institutions internationales cherchent à imposer dans les pays en crise. Ce discours a connu un développement rapide avec la montée des luttes sociales au niveau international, mais également dans notre pays. Ce consensus porte une charge critique radicale contre les politiques économiques dominantes. Mais, en dépit de cette dimension critique, ce discours n'a jamais réussi à élaborer des politiques radicales



pragmatiques et réalistes. Pire, la plupart des forces politiques qui le prônaient et le défendaient un peu partout dans le monde se sont converties à un libéralisme bon teint au moment où elles ont accédé au pouvoir. L'hégémonie de ces visions dans le débat public à l'économie et aux politiques économiques a contribué à l'impuissance de nos politiques économiques au cours de la dernière décennie et son incapacité à fonder de nouvelles pratiques pour échapper à nos crises économiques. Mais cette hégémonie a également contribué largement à la misère et à la pauvreté du discours et à sa grande misère.

POUR D'AUTRES ALTERNATIVES POUR LE SAUVETAGE ET LA RÉFORME ÉCONOMIQUE

L'ampleur et l'intensité de la crise financière et économique que nous traversons exigent la formulation de nouvelles alternatives et de politiques différentes et capables d'ouvrir de nouvelles perspectives pour le développement et la transition économique. Ces alternatives exigent un changement radical dans la pratique économique pour lui donner sa dimension économique et stratégique et ouvrir la participation, le dialogue et la transparence.

Ces alternatives doivent rompre avec les deux visions qui dominent le débat économique en définissant un nouveau cadre de formulation de politiques économiques capables de lier les différentes variables de l'équation économique tunisienne, à savoir les grands équilibres financiers, les transitions structurelles par la construction d'un nouveau modèle de développement et la fin de la marginalisation sociale et régionale. Ces alternatives contribueront ainsi dans la construction d'un nouveau contrat social, capable de donner un nouvel élan à notre expérience politique collective.

CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

“ET L’ÉCONOMIE! OÙ VA-T-ON?”- LES CONDITIONS D’UNE RELANCE ÉCONOMIQUE

Dans un contexte économique très difficile où les marges de manœuvre budgétaires se sont fortement rétrécies, et où le consensus autour des réformes fait défaut, est-il possible d’engager un processus de transition économique sur le court et moyen terme? Comment placer l’économie sur un sentier de croissance élevée? Quelle est la politique de relance qu’il faut engager? Des éléments de réponse ont été évoqués lors du débat en ligne qui a été organisé, récemment, par le think tank Global Institute 4 Transition (GI4T) “Et l’économie! Où va-t-on?”. Modéré par l’économiste Zouhour Karray, le webinaire était une occasion de réunir d’éminents économistes ainsi que des représentants du secteur privé, pour mettre à plat les enjeux économiques et débattre des éléments de sortie de crise.

HAKIM BEN HAMMOUDA, ANCIEN MINISTRE DES FINANCES
“Le grand danger c’est lorsque les crises économique et politique convergent”



Pour sortir de la crise des finances publiques que traverse le pays, il ne faut pas se cantonner dans une optique de stabilisation mais il faudrait plutôt chercher à placer l’économie sur un sentier de croissance élevée, en misant notamment sur l’investissement, constate, en somme, l’économiste et ancien ministre des Finances, Hakim Ben Hammouda.

La Tunisie tangué entre impératif de réformes et crise sociopolitique. Au cours des dernières années, la question de la maîtrise du déficit budgétaire a dominé le débat public alors que la réflexion sur les moyens de réaliser une forte croissance durable et inclusive a été remise aux calendes grecques. Dans ce contexte économique très difficile où les marges de manœuvre budgétaires se sont fortement rétrécies et où le consensus autour des réformes fait défaut, est-il possible d’engager un processus de transition économique sur le court et moyen terme? Comment placer l’économie sur un sentier de croissance élevée? Quelle est la politique de relance qu’il faut engager? Des éléments de réponse ont été évoqués lors du débat en ligne qui a été organisé, récemment, par le think tank Global Institute 4 Transition (GI4T) “Et l’économie! Où va-t-on?”. Modéré par l’économiste Zouhour Karray, le webinaire était une occasion de réunir d’éminents économistes ainsi que des représentants du secteur privé, pour mettre à plat les enjeux économiques et débattre des éléments de sortie de crise.

LE DANGER DES CRISES QUI CONVERGENT

Ouvrant le débat, l’économiste Hakim Ben Hammouda est revenu sur la crise des finances publiques et les quatre principaux éléments qui la caractérisent. Selon l’ancien ministre des Finances, le premier élément consiste en la convergence entre les crises économique et politique. “La gravité de la crise des finances publiques vient de l’ampleur des déséquilibres macroéconomiques mais aussi de sa convergence avec une crise politique. Pour les économistes, le grand danger c’est lorsque les crises économiques convergent avec des crises politiques. Ils rencontrent, alors, des difficultés à élaborer des réponses dans un contexte politique incertain et où il est difficile de dégager des consensus autour des forces politiques et sociales, pour véritablement affronter les crises”, a-t-il souligné. Il a ajouté que la gestion chaotique de la pandémie qui a causé la mort de 25 mille personnes, au cours des six premiers mois jusqu’au déploiement de la vaccination à grande échelle, est un exemple parfait qui illustre les risques que fait peser cette convergence.

REMETTRE LA QUESTION ÉCONOMIQUE AU CŒUR DU DÉBAT

Le deuxième élément qui caractérise la crise économique que traverse le pays est, selon Ben Hammouda, le recul du débat économique. “Le débat économique est essentiel et important pour répondre aux crises économiques. Paradoxalement, c’est probablement lors du moment le plus dur de cette crise que le débat économique a été le moins présent. Au cours des dix dernières années, le débat public était fortement animé par des solutions, des échanges sur notre capacité à construire des politiques publiques. Le constat aujourd’hui, c’est qu’il y a un recul du débat public sur la question économique, et ce, en dépit de la gravité de la situation financière. Il est important, aujourd’hui, de remettre l’économie au cœur du débat public”, a-t-il indiqué.

LA STABILISATION MACROÉCONOMIQUE EST IMPORTANTE MAIS...

L’économiste a ajouté que la domination d’une vision basée sur la stabilisation est un autre élément qui a imprégné les politiques mises en place au cours des dix dernières années. Il a, en ce sens, ajouté que même

si la stabilisation demeure une entreprise importante, il est cependant nécessaire de changer de fusil d’épaule et miser sur la dynamisation de la croissance et de l’investissement, pour élaborer des politiques de sortie de crise. “Nous avons critiqué les lois de finances, qui sont des lois comptables, qui n’avaient aucun souffle économique mais cela est lié à ce véritable problème qu’est la domination d’une idée, d’un fondement des politiques publiques: la stabilisation. La stabilisation est importante mais il est aussi important de considérer que la croissance, la recherche de la croissance et d’investissement, comme étant le fondement des politiques de sortie de crise. Je ne minimise pas l’importance de la stabilisation, mais limiter les politiques publiques dans un contexte de crise à une gestion comptable, à une stabilisation macroéconomique est fortement réducteur”, a-t-il précisé. Il a ajouté qu’historiquement toutes les expériences, selon lesquelles, on a cherché à répondre aux crises financières par une optique de stabilisation n’ont pas réussi. “Ce sont véritablement les moments de crise et des grandes difficultés qui ont été, dans l’histoire, les moments des grandes innovations en termes de politiques et de grands choix économiques. Il faut rappeler que le keynésianisme est apparu au milieu de la grande dépression de 1929. Faisons confiance à notre imagination, à notre courage, à notre audace et essayons de sortir des sentiers battus pour réfléchir à la croissance et non pas simplement à la stabilisation macroéconomique”, a-t-il ajouté. Ben Hammouda a conclu son intervention sur une note positive en lançant un message d’espoir et de confiance. “Nous pouvons construire, relancer l’économie, faire face à nos difficultés parce que notre pays dispose d’atouts importants en termes d’emplacement géographique, de ressources humaines, d’intelligence et de stabilité. Notre crise demeure peu importante par rapport à ce qui se passe dans la région et dans le monde. Donc l’espoir est permis”, a-t-il souligné.

FATMA MARRAKCHI CHARFI, PROFESSEUR UNIVERSITAIRE D’ÉCONOMIE
“Le défi essentiel est l’investissement”

Pour l’économiste Fatma Marrakchi Charfi, la sortie de crise passe par la relance de l’investissement public parce que c’est un levier de la croissance et un déterminant de l’investissement privé.

La professeure universitaire d’économie a mis à plat la situation économique du pays. Elle a rappelé que la Tunisie fait face aux déficits jumeaux, et ce, en raison de l’ag-



gravation du déficit courant qui est induit par un déficit commercial très important mais aussi à cause de l’accumulation des déficits budgétaires qui a mené le pays vers un endettement important. “Le déficit du budget n’est que le résultat des différents choix qui ont été faits au cours des années passées”, a-t-elle souligné. Revenant sur les causes de l’aggravation du déficit budgétaire au cours des dernières années, Marrakchi a fait savoir que mécaniquement, s’il n’y a pas de croissance, les recettes fiscales et non fiscales de l’Etat vont décroître. De l’autre côté, l’impossibilité de compresser les dépenses (masse salariale qui représente 40% des dépenses budgétaires, système de compensation tribulaire des cours internationaux, déficit des caisses sociales, etc.) à laquelle s’ajoute un système fiscal inégalitaire a provoqué des dérives budgétaires. “Le côté des dépenses, quand il est mal géré, nécessite des réformes pour couper avec cette répartition budgétaire”, a-t-elle expliqué. Marrakchi a souligné que si on met en œuvre les réformes budgétaires, notamment, au niveau de la subvention et de la fonction publique, on pourrait dégager un espace fiscal. Cependant, cet espace fiscal ne serait pas suffisant pour booster l’investissement public. “Le déficit budgétaire n’est que la partie émergée de l’iceberg, parce que si on fait plus de croissance, tous les ratios s’améliorent, le PIB croît et si on fait plus de croissance, on répartirait un plus grand

gâteau sur tout le monde. L’enjeu c’est comment booster la croissance. Je pense que le volet de l’investissement est hyper-important”, a précisé la professeure.

GARE À UNE CROISSANCE POTENTIELLE NÉGATIVE !

Faisant le parallèle avec des économies similaires mais aussi avec des économies plus développées telles que l’Europe et les Etats-Unis, Marrakchi a souligné qu’après la crise covid, différents pays se sont rattrapés et ont enregistré un rebond de la croissance alors, qu’en Tunisie, le rebond était très faible. En se basant sur les statistiques, elle a estimé que la croissance potentielle de la Tunisie est nulle sinon négative. “C’est grave. Cela veut dire qu’il y a un problème au niveau des facteurs de production (travail et capital). Etant donné que l’investissement a été toujours la variable d’ajustement que ce soit pour l’investissement public (variable d’ajustement du budget de l’Etat) ou investissement privé. On constate aujourd’hui qu’il y a un problème au niveau du capital. On est en train de ronger l’os, non seulement au niveau du capital, mais aussi au niveau du travail en raison de la migration des compétences. Si on n’a pas un facteur travail et un facteur capital sous-utilisés, là se pose le problème de la croissance potentielle”, a-t-elle indiqué.

Face à cette situation très difficile, Marrakchi estime que l’investissement est le défi essentiel et est la clé de voûte qui va permettre de sortir le pays de la crise. Pour pouvoir atteindre les objectifs d’investissement public, il faut, avant tout, chercher à dégager un espace budgétaire à travers la concrétisation et la mise en œuvre des réformes budgétaires. Au niveau de l’investissement privé, il faut chercher les moyens de sa dynamisation, notamment à travers l’amélioration du climat des affaires et de l’accès au marché. “Il faut booster l’investissement public dans l’objectif de dynamiser la croissance mais aussi parce que c’est un déterminant de l’investissement privé. Cela est prouvé empiriquement par les des études qui sont réalisées sur la Tunisie”, a conclu l’économiste.

ABDERRAZAK ZOUARI, ÉCONOMISTE ET ANCIEN MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

“Une politique de relance par la demande sera, pour le moment, catastrophique en Tunisie”

L’économiste estime qu’une politique de relance par la demande n’est pas envisageable dans ce contexte de crise de finances publiques étant donné que le pays a besoin de stabilisation des déficits. Comment imaginer une politique de relance dans un pays qui a besoin d’une politique de stabilisation? Zouari a fait savoir qu’on devrait penser à une relance par l’offre précisant qu’une politique de relance, par la demande, n’est pas envisageable dans ce contexte de crise de finances publiques, étant donné que le pays a besoin de stabilisation des déficits. “En Tunisie, on ne discute pas du tout les problèmes de la relance économique, de la croissance. Nous discutons une fois par an la loi de finances, alors que les lois de finances se ressemblent et les déficits augmentent d’une année à l’autre. Il n’y a eu aucun débat sérieux depuis plusieurs années sur une politique de croissance économique. Il va de soi que, pour avoir une bonne politique de relance, il faut d’abord stabiliser les déséquilibres. [...] une politique de relance par la demande sera pour le moment catastrophique en Tunisie”, a souligné l’ancien ministre du développement régional. Zouari a, par ailleurs, expliqué que la sta-



bilisation du solde primaire ainsi que l’augmentation des dépenses de l’investissement dans le budget de l’Etat peuvent faciliter l’action de la relance. “Je pense qu’il y a un solde budgétaire sur lequel on ne discute pas assez qui est le solde primaire. On parle beaucoup du déficit budgétaire mais pour

juger l’action d’un gouvernement on ne peut pas se baser sur le déficit budgétaire parce qu’il intègre les intérêts des dettes contractées par les anciens gouvernements. Le solde primaire, c’est de la responsabilité du gouvernement en question et nous avons en Tunisie un solde primaire négatif. Pour stabiliser le poids de la dette il faut avoir un solde primaire positif sinon égal à zéro”, a-t-il ajouté. Mettant l’accent sur le rôle important que joue l’investissement dans la relance économique, Zouari a souligné que les dépenses d’investissement sont en train de baisser. En 2022, elles sont établies à 4 milliards de dinars, soit le même chiffre qu’il y a 10 ans.

LES DÉTERMINANTS DE LA CROISSANCE

Par ailleurs, l’ancien ministre a ajouté que l’accumulation du capital physique, le gain de productivité, le saut technologique et l’innovation dans le secteur privé, la formation du capital humain ainsi que les réformes institutionnelles sont les conditions de croissance qui permettent la relance économique sans pour autant augmenter les déséquilibres financiers.

“Aujourd’hui j’ai peur de ce qu’on appelle en économie l’Etat stationnaire. J’ai peur que le montant de l’amortissement dépasse le montant des investissements nets. [...] Après 30 ans de modèle d’industrialisation qui, à mon avis, est aujourd’hui épuisé, la Tunisie doit disposer d’une politique industrielle orientée vers les nouveaux secteurs. Si on n’arrive pas à remplacer ces secteurs traditionnels par de nouveaux secteurs, on ne pourra jamais faire de la relance économique par l’offre”, a-t-il indiqué. Et de soutenir “La relance par l’offre passe aussi par des gains de productivité, et par la formation du capital humain. Aujourd’hui notre système de formation doit absolument changer et surtout être «up to date» mis à niveau”.

S’agissant du dernier déterminant de croissance qui est la réforme institutionnelle, Zouari a déploré le fait que nous vivons aujourd’hui avec les mêmes institutions qui ont été créées par feu Hédi Nouria au début des années 70.

A une question posée sur le développement régional, Zouari a répondu qu’il est envisageable de créer et d’avoir un schéma de développement régional avec un schéma de développement national qui sera le produit de tous les schémas régionaux. Et pourquoi pas aller vers une politique de métropolisation comme en Chine. “La région est un territoire économique viable, or, à quelques exceptions près, on n’a pas de régions économiques. Les gouvernorats qui existent étant une répartition purement administrative... Je ne pense pas que le développement des territoires va bloquer les flux de migration interne et je pense que les gouvernorats d’accueil ont besoin d’aide financière et de financement beaucoup plus importants que les gouvernorats d’intérieur et c’est le marché qui a imposé cette réalité”, a-t-il précisé.

ABDERRAHMANE LAHGA, ÉCONOMISTE ET UNIVERSITAIRE

“Il est important d’accompagner les réformes par des mesures d’atténuation”

Pour l’universitaire Abderrahmane Lahga, la stabilisation de la situation économique nécessite la mise en œuvre de mesures de très court terme qui concernent le rétablissement immédiat du fonctionnement normal des secteurs du phosphate et de l’énergie, la relance de l’investissement et l’instauration d’un système fiscal équitable. L’intervention de l’économiste Abderrahmane Lahga, a été axée sur les mesures de court terme qui peuvent contribuer à la stabilisation macroéconomique. Il s’agit de trois ensembles de mesures qui nécessitent la stabilisation du système politique, explique-t-il.

LES MESURES À PRENDRE DANS L’IMMÉDIAT

La première catégorie de mesures concerne le rétablissement immédiat du fonctionnement normal des secteurs stratégiques, en l’occurrence le phosphate et l’énergie qui représentent le tiers de l’économie. “Il est important de fixer des objectifs raisonnables et acceptables pour avoir un niveau de production assez respectable et je crois que cette mesure va nous donner une bouffée d’oxygène au niveau des finances publiques et ne peut qu’améliorer la capacité de notre pays à négocier avec les bailleurs de fonds”, a-t-il précisé.

Le deuxième ensemble est lié à la mobilisation des ressources à travers un système fiscal plus équitable. “Les marges de manœuvres existent et nous pourrions même être surpris de l’ampleur de l’évasion et de la fraude fiscale. Pour rétablir la confiance des acteurs économiques, il faut instaurer un système fiscal plus équitable”, a-t-il ajouté. Lahga a souligné qu’en Tunisie il y a un problème de répartition primaire mais aussi

d’imposition qui ressort lorsqu’on compare, notamment, le niveau des salaires rapporté à la valeur ajoutée moyenne créée en Tunisie avec celui au Maroc et dans d’autres pays concurrents. “Les fonctionnaires sont imposés à des taux beaucoup plus élevés que les entreprises. Aussi, il y a un problème de répartition primaire et d’imposition. Je ne suis pas contre une imposition faible des entreprises, ni contre la stabilisation, il faut imposer le travail au même niveau que le capital. Il est très important de se pencher sur ce problème. Bien sûr, il faut également élargir l’assiette fiscale”, a-t-il indiqué. En outre, l’économiste a précisé que le troisième ensemble de mesures doit être consacré à l’investissement et à la nécessité de la relance de l’investissement. Il a, en ce sens, appelé à la lutte contre la corruption et le favoritisme ainsi qu’à la levée des barrières à la relance de l’investissement, en particulier la réglementation actuelle d’accès au marché... “On ne peut pas parler de relance sans investissement public et privé. Le problème de l’investissement en Tunisie est ancien, il remonte aux années 80. Beaucoup parlent de la baisse de l’investissement au cours de la dernière décennie mais il faut se rappeler que lorsque le taux d’investissement était



autour de 24% en Tunisie, le taux dans les pays concurrents était de 32% à 35%”, a-t-il indiqué.

UN CONSENSUS AUTOUR DES RÉFORMES

Lahga a ajouté que l’approche graduelle prônée par le gouvernement pour la suppression des autorisations dénote un manque de volonté de faciliter l’accès au marché dans certains secteurs. “En Tunisie, nous sommes champions des réformes inachevées. Je ne préconise pas une approche graduelle parce qu’on va s’arrêter à mi-chemin mais il faut qu’il y ait une décision politique claire pour lever tous les obstacles à l’accès au marché dans tous les secteurs”, a-t-il précisé. Par ailleurs, l’économiste a souligné l’importance d’inciter les banques à jouer leur rôle dans le financement de l’investissement. “Les banques tunisiennes ne prennent pas de risque, il faut les aider à mieux évaluer les risques et à jouer un rôle plus important dans le financement et l’accompagnement des entreprises”, a-t-il indiqué.

S’agissant des réformes structurelles, Lahga a mis l’accent sur la réforme de l’éducation et de la santé mais aussi sur la nécessité de mettre en place des politiques de rationalisation des ressources énergétiques et hydrauliques. “Si nous voulons améliorer la compétitivité et l’attractivité de notre pays, il faut améliorer la qualité de nos ressources humaines via la réforme de l’éducation et de la santé”, a-t-il souligné.

Évoquant le coût social des réformes, l’universitaire a affirmé que toute réforme implique des perdants à court terme car les réformes devraient être bénéfiques à long terme pour tout le monde. C’est pourquoi il est important de les accompagner par des mesures d’atténuation ou de compensation pour les perdants, estime-t-elle. “La confiance est aussi indispensable, car les populations acceptent de faire des concessions sur le très court terme à condition qu’elles soient convaincues des retombées positives de ces réformes”, a-t-il expliqué. A une question posée sur l’impact de la crise politique sur la transition économique, Lahga a précisé que la dimension politique va fortement conditionner la réussite de la transition économique.

“On a besoin d’avoir une visibilité et d’un consensus sur le processus de la transition politique. La situation actuelle est très différente de la situation économique en 2011 qui était beaucoup plus confortable. On se permettait de s’engager dans un processus de transition. Je crois que maintenant il faut trouver un consensus sur la conduite de la transition politique. Car, sans ce consensus national, il y a de fortes chances que même tous les efforts des réformes économiques et sociales vont échouer”, a-t-il conclu.

Marwa SAIDI

► ANALYSE

Le redressement : le miracle japonais...

D' **Tahar El ALMI**
Economiste-Universitaire
Professeur Associé à l'IHET

Le budget de l'Etat pour l'exercice 2022 est fixé à près de 57 300 millions de dinars (MD), en hausse de 3,2% par rapport à la loi de finances rectificative de 2021. Le déficit budgétaire, compte non tenu des dons et des revenus des confiscations, s'élève à près de 9 300 MD, soit 6,7% du PIB, a fait savoir la ministre des Finances, Sihem Boughdiri Nemsia. Lors de sa conférence de presse, la ministre a affirmé que compte tenu de quelques broutilles (dons, revenus des confiscations) et autres bagatelles, « le déficit budgétaire devrait s'élever à 8 548 MD, soit 6,2% du PIB ». Elle a encore précisé que « les besoins de financement s'établissent à 18 673 MD » et, que compte tenu des besoins de financement, la mobilisation d'emprunts serait de l'ordre de 20 000 MD répartis, en gros, entre deux tiers en emprunts extérieurs et un tiers d'emprunts intérieurs. Et enfin, que « l'encours de la dette publique s'établirait en 2022, à 82,6 % du PIB, contre 85,6% prévus ». L'économie tunisienne, au vu de ces chiffres, notamment, et le monde de l'économie et de la finance auront à subir un choc sans précédent si, par hasard, ils décidaient d'analyser froidement ces données. Nous avions, dans notre livraison précédente, évoqué « la bénédiction grecque » au détour d'une piste de « sortie de crise » via un plan de « RI-LANCE ». Aujourd'hui, les fondamentaux de l'endettement japonais m'invi- tent à poser la problématique du financement nippon, dans le contexte d'une libéralisation financière limitée. L'originalité de la « solution nipponne » réside dans l'argument contre le krach et la faillite » sont détenus, et que la fuite massive des capitaux est quasi inexistante, dans la mesure où 90% de la dette publique

► L'ENTREPRISE AUTREMENT

Une onzième année de perdue (IV)

Par Foued ALLANI

Un Etat au bord de la faillite, une économie en panne, une société en décomposition et un état d'exception, qui dure depuis six mois et qui risque de durer une année encore. Etat d'exception dont l'auteur est en guerre déclarée contre tout le monde ou presque et qui continue de confondre entre souveraineté du peuple et slogans d'une rue inculte, grièvement blessée par une classe politique opportuniste, corrompue, immature et incompétente. Voilà où nous en sommes à la veille du 11^e anniversaire du cat- aclysmisme social, politique et économique du 14 janvier 2011. Cela, en plus des prémices d'un bouillonnement social sur fond d'un bras de fer Centrale des travailleurs-administration publique et d'un affrontement qui risque de devenir violent entre ceux qui contestent les mesures d'exception prises par Saïed depuis le 25 juillet dernier et le pouvoir en place. A la place de la liberté, du travail et de la dignité nationale, principales revendications du soulèvement populaire déclen- ché le 17 décembre 2010, le peuple se retrouve aujourd'hui livré au désespoir, à la gabegie, à la paupérisation, à la violence et est en train de voir ses acquis partir en fumée et sa souveraineté se rétrécir comme peau de chagrin. Un peuple qui s'est comporté tout au long de ces onze dernières années, toutes catégories confondues, comme l'auront fait des envahisseurs devant un butin. Un peuple qui a été poussé à adopter des comportements suicidaires et a été puni par certains pour avoir osé dire non. Résultat, échec total du processus de transition politique, y compris son volet justice transitionnelle, échec de toute tenta- tive d'amorcer des réformes économiques et sociales, atteintes graves à notre identité, recrudescence de tous les fléaux et de tous les maux et des mouvements sociaux violents qui pourraient facilement se déclencher. Une onzième année de perdue et aussi mille chances, ayant pu offrir un meilleur avenir pour le pays qui continue de rêver d'un Etat souverain et démocratique au service d'une société qui baigne dans l'harmonie, la paix et la prospérité, formée de vrais citoyens, patriotes, fiers de leur identité, enga-

gés pour l'intérêt commun, solidaires, créatifs, productifs et confiants dans l'avenir. Constat d'autant plus inquiétant que le pays est aujourd'hui, et à cause des mesures que Saïed continue de prendre contre tout bon sens et contre la volonté du peuple, dans une im- passe. Celle-ci risque de provoquer d'autres secousses sociales et de livrer l'Etat à la faillite et la population à la misère. D'où la nécessité urgente d'un sursaut national salvateur. Sachant que le peuple, détenteur de la souveraineté, ne peut exercer ladite souveraineté qu'à travers ses représentants élus et le référendum. Traduire à la suite d'élections libres universelles et transparentes. La volonté populaire, qui s'exprime sur la base de la souverai- neté du peuple, n'est donc ni les mouvements de rue, ni les élucubrations des réseaux sociaux, encore moins les résul- tats de sondages d'opinions bricolés à des fins obscures. La complexité de la situation impose, à tous, le dialogue et des décisions salvatrices. Cela ne peut avoir lieu que dans le cadre d'un congrès national, dont les membres seront les députés qui ne sont pas poursuivis par la justice, les représentants des organisations nationales, des conseils municipaux, des conseils scientifiques des universités, des conseils de l'ordre des professions constituées en ordres. Objectif, mettre en place un plan pour sauver l'économie, préparer le terrain pour des élections législatives et présiden- tielle anticipées, faire en sorte que le peuple puisse connaître la vérité de tout ce qui s'est passé dans la sphère publique depuis 1955, date de la guerre des clans qui a fait dévier de ses objectifs le mouvement national et ouvert la porte à la dictature et à l'arbitraire. Ledit congrès devrait, entre autres, faire appel à un collège d'experts nationaux en droit constitutionnel, indépendants et intègres et l'inviter à siéger, en toute transparence et en présence d'observateurs issus des différentes juridictions internationales, afin d'éclairer le peuple sur ce qui s'est passé, depuis le 25 juillet dernier. Sans cela, les conflits continueront de déchirer le pays et risquent alors de le détruire.

5,6 milliards d'USD.

Les prix du pétrole en hausse après la décision de l'Opep+

Les cours du pétrole ont terminé en hausse à la fin de l'année 2021, suite à l'annonce d'une augmentation limitée de production des pays liés par l'accord Opep+. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars, le principal contrat échangé à Londres, a clôturé en hausse de 1,29%, à 80 dollars. C'est la première fois depuis le 25 novembre, la veille de l'identi- fication du variant Omicron du coronavirus, que le Brent finit une séance à 80 dollars ou plus. A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en février, a gagné 1,19% pour s'inscrire à 76,99 dollars. Après leur réunion, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés de l'accord Opep+ ont maintenu le cap fixé en juillet d'un relèvement mensuel de 400.000 barils par jour. Cette hausse modérée inquiète d'autant moins le marché que beaucoup d'opérateurs s'attendent à ce que «le groupe produise moins que les 400.000 barils de plus qu'il annonce», ont réagi les analystes de TD Securities. «Le marché a le sentiment que nous n'allons pas voir beaucoup de pétrole supplémentaire», a abondé Michael Lynch, président du cabinet Strategic Energy & Economic Research (SEER).

Liban: la livre au plus bas face au dollar

La livre libanaise a dépassé au début de l'année 2022, les 30.000 livres pour un dollar, atteignant un plus bas record et poursuivant sa dégringolade histo- rique, déclenchée en 2019 par la crise économique. Fixée officiellement depuis 1997 au taux de 1.500 livres pour un dollar, la livre libanaise a perdu 95% de sa valeur en deux ans de crise économique. Le salaire mensuel minimum vaut désormais moins de 23 dollars, alors que les prix des car- burants et de plusieurs produits de première nécessité, qui ne sont plus subventionnés par les autorités, ne cessent d'augmenter. Quatre Libanais sur cinq vivent désormais en dessous du seuil de pauvreté, selon l'ONU, une paupérisation accélérée notamment par une inflation à trois chiffres.

L'Algérie plongée dans l'incertitude économique

L'Algérie est plongée dans l'incertitude économique en raison d'une rente pétrolière qui reste l'élément pivot pour rééquilibrer les comptes financiers de ce pays. La rente pétrolière reste l'élément pivot qui rééquilibre les comptes financiers du pays. Grâce à l'embellie des prix des hydrocarbures, l'Algérie a amélioré son rendement en devises, mais contrairement à ce qui a été promis par Abdelmadjid Tebboune, les importations n'ont pas baissé. Au mois de septembre dernier, ces importations ont flôlé le cap des 33

► LE COIN BOURSE

SYNTHÈSE HEBDOMADAIRE AU VENDREDI 7 JANVIER 2022

Le Tunindex clôture la semaine sur une légère correction de hausse de 0.33% et termine difficilement, à 6.984,86 pts, soit +0.11% depuis le début de l'année.

Le Tunindex reste confiné dans le couloir à 6.950-7.000 points. Le marché bourse de Tunis a terminé la semaine der- nière, juste au-dessus des 6.950, après 5 semaines consécutives de dérive : le Tunindex creuse tranquille- ment vers les 6.950 pts. Cependant, les gains sur les valeurs phares se sont ensuite réduits et l'optimisme des investisseurs semble se dissiper à la veille de l'annonce de la loi de finances 2022.

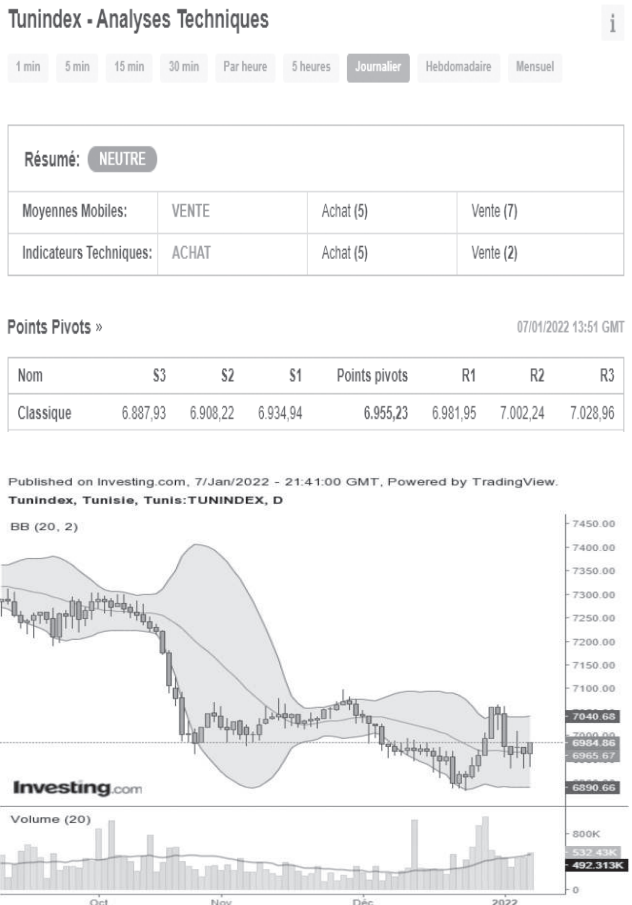
ANALYSE GRAPHIQUE

D'un point de vue graphique, le profil du Tunindex reste invariant dans son couloir de consolidation baissière avec un seuil majeur de 7.000 points qui est à considérer comme une résistance immédiate, et un soutien de 6.950 points qui est le premier support crédible à prendre en

compte en cas de creusement plus ample. L'indice de la Bvmt, après avoir laborieusement culminé à 7.070 pts le 29 novembre, caracole dans le rouge pour finir en consolidation baissière dans un canal (6.950- 7.000 pts). Pour un Point Pivot relativement plus bas à 6.970 pts, les prochaines résistances seraient : R1 : 6.982 pts. Au-delà, le prochain niveau de résistance se situerait à 7.002,0 pts (R2). A la baisse, l'indice trouvera un support au niveau de la ligne de soutien, à 6.935 pts. Enfin, on notera pour le Tunindex que l'analyse technique affiche encore un signal «Vente à Neutre» aussi bien en données journalières qu'hebdomadaires. Ce scénario est valable tant que le Tunindex cote au (Milieu+) du canal des 6.950-7.000 points.

T.E.A.

PRINCIPAUX TAUX	COURS MOYENS DES DEVISES 06/01/2022	PRINCIPAUX INDICATEURS
Taux du marché monétaire (TM) au 07/01/2022: 6,25000 %	Unité Valeur	► Compte courant du Trésor au 06/01/2022 : 400 MDT
Taux d'intérêt directeur au 07/01/2022: 6,25000 %	🇨🇦 CAD: 1 2,2531	► Avoirs nets en devises au 07/01/2022 (*) : en MDT : 23387 en jours d'importation: 137
Taux moyen du marché monétaire (TM) du mois de Décembre 2021: 6,25000 %	🇺🇸 USD: 1 2,9029	► Billets et monnaies en circulation au 06/01/2022 17240 MDT
Taux de rémunération de l'épargne (TRE) du mois de Janvier 2022: 5,00000 %	🇬🇧 GBP: 1 3,8918	► Volume global de refinancement au 07/01/2022: 9821 MDT
	🇯🇵 JPY: 1000 24,8232	
	🇲🇦 MAD: 10 3,0965	
	🇪🇺 EUR: 1 3,2835	
	🇱🇻 LVD: 1 0,6248	



► KIOSQUE INTERNATIONAL

La Corée du Sud occupe la première place mondiale en termes de construction de navires

La Corée du Sud occupe désormais la première place mondiale en termes de construction de navires à haute valeur ajoutée, annonce le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Energie, notant, qu'en 2021, les construc- teurs navals du pays ont reçu le plus important nombre de commandes en huit ans. Selon des données compilées par le ministère, les constructeurs navals locaux ont décroché l'année dernière de nombreuses commandes totalisant 17,44 millions de tonnes brutes compensées (CGT), soit plus du double des 8,23 millions de CGT de l'année précédente. Il s'agit du meilleur chiffre depuis 2013, lorsque le chiffre s'est élevé à 18,45 millions de CGT. Les constructeurs navals sud-coréens, dont Hyundai Heavy Industries, ont représenté 37,1% du total des commandes mondiales de 46,96 millions de CGT l'année dernière, contre 31,2% en 2019 et 34,1% en 2020. Les constructeurs navals locaux ont également obtenu le plus grand volume de contrats de navires respectueux de l'environnement au monde en prenant 64% du total des commandes mondiales.

Les crevettes, principale source de devises parmi les produits aquatiques du Vietnam

La valeur des exportations vietnamiennes de crevettes a dépassé 3,8 mili- liards d'USD en 2021, en hausse de 3% par rapport à 2020, et représente environ 45% du montant total des exportations de produits aquatiques du pays, rapporte l'Agence vietnamienne d'information (AVI). Selon l'Association vietnamienne des exportateurs et producteurs de pro- duits aquatiques (Vasep), les exportations de crevettes ont chuté pendant deux mois consécutifs au cours du troisième trimestre 2021, en raison de la suspension des activités, pour cause de pandémie, dans de nombreuses usines dans le delta du Mékong, qui représentaient 80% de la production de crevettes du pays. Les expéditions ont commencé à rebondir dans la seconde moitié d'octobre après la reprise des opérations des usines, a indiqué le secrétaire général de la Vasep, Truong Dinh Hoè. Les exportations de crevettes vers les Etats-Unis ont maintenu une crois- sance assez bonne malgré les impacts du covid-19, a-t-il noté, précisant qu'au cours des 11 premiers mois de l'an dernier, elles avaient rapporté 984 millions d'USD, soit une augmentation annuelle de 22%. En outre, le Vietnam a, également, été le plus gros fournisseur de crevettes au Japon, en République de Corée et en Australie. Il a été le 2^e fournisseur de crevettes en Union européenne (UE) et le 4^e en Chine. La production de crevettes prévue par la Vasep augmentera d'environ 9% par an entre 2022 et 2025, et d'ici 2025, les exportations pourraient atteindre

N.H.